

Lettre ouverte aux Etats membres de l'Organisation des Nations Unies

Soutenir la Responsabilité de Protéger, l'année à venir

Six ans après que les dirigeants du monde se sont engagés pour garantir un monde libéré du fléau des crimes d'atrocités de masse, notre attention se concentre aujourd'hui sur la meilleure façon de mettre en opération la responsabilité de protéger (R2P), et non pas sur les mérites de la norme. Comme les chefs d'Etat se réunissent cette semaine à New York pour discuter des problèmes les plus urgents du jour, établir des objectifs pour faire avancer la R2P au cours de la prochaine année doit être une priorité.

Cette année, nous avons noté un progrès significatif dans le soutien de la responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de la purification ethnique. Des vies ont été sauvées en Guinée, en Cote d'Ivoire et en Libye, et des mesures importantes ont été prises pour renforcer les capacités institutionnelles des gouvernements et de l'Organisation des Nations Unies (l'ONU) pour prévenir et protéger.

L'année qui vient de s'écouler nous a montré que les états oeuvrant ensemble à travers des organisations internationales, régionales et sous-régionales peuvent, en employant une gamme de mesures non-coercitives et coercitives, dissuader les actes d'atrocités de masse et mettre fin à ces mêmes actes. Un engagement international rapide et soutenu en Guinée a aidé à éviter une récurrence des atrocités de masse et a illustré comment des mesures préventives peuvent être utilisées d'une manière opportune et décisive pour sauver des vies. En Libye, tout comme en Cote d'Ivoire, une gamme de mesures non-coercitives a été épuisée avant de prendre la décision difficile de recourir à la force en réponse aux gouvernements déterminés à perpétrer des actes d'atrocités de masse contre leur propre peuple.

Institutionnellement, certains Etats membres ont pris des mesures pour renforcer leur capacité de répondre rapidement et efficacement aux menaces domestiques et internationales de perpétration d'atrocités de masse. Une initiative pour désigner des points focaux nationaux pour la R2P, menée par le Global Centre for the Responsibility to Protect et les gouvernements du Danemark, de Costa Rica et du Ghana, est en train de gagner le soutien d'un nombre croissant d'états. La naissance du bureau commun de l'ONU pour la Prévention du Génocide et la Responsabilité de Protéger comble une lacune critique dans l'architecture de la prévention et de la protection de l'ONU et le bureau serait de ce fait un allié important pour les états dans leurs efforts pour soutenir la R2P.

L'impératif de faire progresser la R2P demeure urgent. Les populations en Syrie, au Soudan, en RDC et au Myanmar ont fait l'expérience d'atrocités de masse et leur sort a été accueilli, à beaucoup trop de reprises, par le silence des états membres clés. Beaucoup reste encore à faire au niveau conceptuel, politique et institutionnel pour la pleine mise en opération de la R2P et de s'assurer de son application cohérente. Des préoccupations légitimes soulevées par quelques états doivent être adressées à travers le dialogue, l'évaluation des leçons apprises, l'engagement et plus particulièrement, la pratique.

L'agenda de la R2P est beaucoup trop important pour être poursuivi de manière ad hoc. Le Secrétaire Général de l'ONU a fait un travail remarquable en nous faisant part de ce qu'il pense être la meilleure façon de faire avancer la R2P. C'est maintenant aux états d'établir des points de référence et des objectifs individuels et collectifs pour actualiser les aspirations de la R2P aux niveaux domestique et international. Chaque état a un rôle important à jouer dans ce processus.

Dans cet esprit, nous pressons les états de donner la priorité aux points suivants au cours de l'année à venir:

- Nommer un représentant gouvernemental senior comme un point focal national pour la R2P
- Encourager tous les agences et départements concernés de l'ONU à incorporer une perspective R2P dans leurs activités
- Utiliser les outils disponibles à l'Assemblée Générale pour soutenir la R2P et prendre des mesures préventives et protectrices
- Travailler ensemble pour développer des objectifs et des points de référence additionnels pour faire avancer la R2P

Avec nos meilleurs vœux pour une séance d'ouverture fructueuse,

Bien à vous,

Lloyd Axworthy, Former Foreign Minister of Canada, President and Vice Chancellor of the University of Winnipeg and patron of the Global Centre for the Responsibility to Protect.

Roméo Dallaire, Served as the force commander of the UN mission to Rwanda, Canadian Senator, patron of the Global Centre for the Responsibility to Protect.

Prince El Hassan bin Talal, Board member of the Nuclear Threat Initiative (NTI), Commissioner on Legal Empowerment for the Poor and patron of the Global Centre for the Responsibility to Protect.

Gareth Evans, Co-Chair, International Commission on Nuclear Non-Proliferation and Disarmament, President Emeritus, International Crisis Group, former Australian Foreign Minister, and co-chair of the International Advisory Board of the Global Centre for the Responsibility to Protect

Mohamed Sahnoun, Former UN Secretary-General's Special Adviser, and co-chair of the International Advisory Board of the Global Centre for the Responsibility to Protect

Jan Egeland, Europe Director, Human Rights Watch, former UN Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, and member of the International Advisory Board, Global Centre for the Responsibility to Protect

Rosemary Foot, Professor of International Relations and Swire Senior Research Fellow, Oxford University, and member of the International Advisory Board, Global Centre for the Responsibility to Protect

Carolina G. Hernandez, Professor Emeritus of Political Science at the University of the Philippines, Founding President and Chair of the Board of the Institute for Strategic and

Development Studies, and member of the International Advisory Board, Global Centre for the Responsibility to Protect

Juan Méndez, Former UN Secretary-General's Special Adviser on the Prevention of Genocide, and member of the International Advisory Board, Global Centre for the Responsibility to Protect

Edward Mortimer, Senior Vice-President and Chief Program Officer, Salzburg Global Seminar, chief speechwriter and director of communications to UN Secretary-General Kofi Annan, and member of the International Advisory Board, Global Centre for the Responsibility to Protect

Thomas G. Weiss, Presidential Professor of Political Science, CUNY Graduate Center, Director, Ralph Bunche Institute for International Studies, and member of the International Advisory Board, Global Centre for the Responsibility to Protect

Ramesh Thakur, Professor of International Relations, Asia-Pacific College of Diplomacy, Australian National University, and member of the International Advisory Board, Global Centre for the Responsibility to Protect